



Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2015

Monsieur le secrétaire d'État,

Dans la période dramatique que nous vivons, nous nous devons d'être à la hauteur des enjeux.

L'annonce faite par le président de la République concernant la Douane, le 16 novembre 2015, semblait aller dans le bon sens, consistant à traiter enfin la DGDDI comme une administration prioritaire dans l'action de l'Etat.

Mais il ne va pas falloir faire dans la demi-mesure. En effet, la Douane est une administration mal aimée de la République depuis 1993.

L'annonce du président de la République semble mettre enfin un terme à cette politique, quelque peu irresponsable à la lumière des événements récents. Les douaniers sont en lutte depuis décembre 2012 contre le Projet Stratégique Douane 2020 qui prévoyait sur la durée plus de 1500 suppressions d'emploi alors même que nous avons perdu plus de 5000 emplois depuis 1993 et ce malgré une extension du domaine de nos missions. Il a malheureusement fallu de nombreuses victimes pour provoquer cette prise de conscience présidentielle.

Aussi nos questions sont graves car nous devons la plus parfaite transparence à nos concitoyens :

- Confirmez vous la création sur 2 ans de 1000 emplois entendue comme la création nette de 1000 emplois portant le nombre d'ETPT à 17400 en 2017 ?
- Confirmez vous l'annulation du dit Projet Stratégique prévoyant la suppression de plusieurs centaines de postes sur 5 ans ?
- Est-ce que vous pouvez vous engager à ouvrir le dialogue avec les organisations syndicales sur l'affectation de ces 1000 emplois créés ?
- De par l'engagement de la douane dans la protection de nos frontières et la lutte contre le terrorisme, vous engagez-vous à relever les budgets de fonctionnement et d'investissement bien au-delà des 30 millions d'euros de crédits prévus ? Si oui, sous quelle forme ? Nouvel amendement au PLF 2016 ?

Au final, nous souhaitons que vous nous décriviez comment vous comptez honorer les engagements forts pris par le Président de la République, < devant l'ensemble de la représentation nationale, sur le renforcement de la douane pour assurer la protection de nos concitoyens.